

**Session Plénière du 27 Juin 2019**

**RAPPORT N°19.03.01 Compte Administratif 2018**

**RAPPORT 19.03.03 Rapport d'Activité et de Développement Durable.**

**Intervention de Sylvie ROUXEL**

Monsieur le Président, Chers collègues,

Lors de la Délibération de l'Assemblée Plénière 18.01.02 débattu le 22 février 2018, vous indiquiez je cite :

« La Région appelle à maintenir la décentralisation de la gestion des fonds européens de la politique de cohésion (FEDER, FSE) tout en poursuivant l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes (IEJ). »

Il semblerait que l'État ne vous ait pas donné raison puisque l'audit de l'exercice FSE 2015 vous a désavoué ayant des conséquences budgétaires importantes, pour le GIP ALFA Centre, notamment.

Le contrôle de la CICC<sup>1</sup> portant sur les fonds FSE attribués pour l'exercice 2015 a émis ses conclusions à la Région le 3 septembre dernier pointant un surfinancement de la structure sur le périmètre "mise en œuvre du SPRO".

Ainsi, sur les 350 000 € appelés et versés, le rapport conclut un trop perçu de 273 188.45 € que le GIP ALFA Centre se doit en 2019 de rembourser (78% du fonds !).

Dans le rapport 19.02.20.52 adopté lors de la commission permanente du 8 février 2019, concernant l'adoption de la subvention de la région au budget de fonctionnement du GIP ALFA Centre, vous indiquez que la diminution de son budget pour 2019 s'explique en partie par une volonté de sortir progressivement du financement FSE.

Permettez-nous de nous interroger quant à l'utilisation des fonds FSE. Comment ne pas penser que d'autres postes budgétaires ne sont pas impactés ? Malgré nos demandes, nous sommes toujours dans l'attente de la copie du rapport d'audit de la CICC.

---

<sup>1</sup> La Commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) est l'autorité d'audit française pour le Fonds social européen (FSE) entre autres.

Mais il y a au moins une question qui ne reste pas sans réponse à la lecture des documents régionaux ou à l'écoute des membres de la majorité de cet exécutif.

Cette question, c'est celle de la finalité de la "générosité", entre guillemets, de l'Europe bruxelloise. Une Union européenne qui consent à nous redonner au niveau régional, une partie de l'argent soustrait aux contribuables français puisque notre pays est contributeur net à l'Europe bruxelloise comme chacun le sait.

Chaque communication régionale, ou presque, tient à nous rappeler que cette manne européenne est suspendue à des obligations de propagande, au service d'une idéologie politique de lutte dites-vous, "contre l'euroscepticisme", "la montée des populismes" et en faveur de "l'espace politique européen" défini comme "incontournable".

Lors de la DAP 18.01.02, notamment, exemple pris parmi d'autres, il a été dit que "La Région constitue la bonne échelle territoriale pour redonner corps au projet européen", "projet européen" dans lequel, je cite encore, "les Régions peuvent et doivent jouer un rôle déterminant".

Rôle déterminant, si et seulement si la construction européenne évolue vers une fédéralisation accrue, vers une Europe fédérale à l'instar de l'Allemagne, ce qui impliquerait forcément la "provincialisation" du territoire français. Une évolution, une régression défendue au sein même de l'actuelle majorité présidentielle et une large partie de la classe politique.

L'Eurocratie a très bien compris qu'il vaut mieux avoir comme interlocuteurs 100, 150, 200 collectivités territoriales en position de quémandeurs de crédits plutôt que des États nations, si modestes soient-ils par leur taille, leur superficie ou leur population, car ils peuvent parfois opposer des résistances sévères.

Ainsi dans le chapitre Europe du CA 2018, il est très éclairant de constater qu'il nous est expliqué que la mobilisation des moyens dans notre région en faveur de la formation professionnelle et de l'apprentissage s'inscrit dans le cadre de "L'intervention de la Région Centre-Val de Loire en faveur de la construction européenne".

Et au nombre des deux axes d'interventions majeurs, est-il écrit "Le second porte sur l'information et la sensibilisation des acteurs régionaux, au développement de la citoyenneté européenne."

On ne peut pas être plus clair, mais nous estimons que la priorité ne serait pas tant de sortir progressivement du financement FSE comme vous l'évoquiez que de cette logique européiste mortifère.